



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 3 au 9 juillet 2020

Le 10 juillet 2020

Résumé

Bangladesh : L'inflation s'est élevée à 5,65 % au cours de l'exercice budgétaire 2019/2020. La progression des bas revenus est à un étiage de 5 ans à 6,35 % pour ce même exercice et apparaît supérieur à l'inflation. La Banque centrale pourrait assouplir sa politique monétaire et accompagner une dépréciation du Taka. Fermeture de 25 usines de jute, dont le plan social coûtera 630 M€.

Bhoutan : Les autorités annoncent le report d'investissements en raison du nombre restreint de travailleurs étrangers présents sur le territoire mais aussi pour limiter le creusement du déficit budgétaire.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : L'indice PMI des services à 33,7 en juin, après 12,6 enregistrés en mai. L'indice composite PMI s'est, quant à lui, amélioré à 37,8 en juin, contre 14,8 en mai.

Politiques monétaire et financière : La Banque centrale indienne sera désormais chargée de la supervision des banques coopératives. Le gouvernement renonce à la fusion de trois compagnies publiques d'assurance dommages. L'IRDAI a autorisé les assureurs à accorder un moratoire de 3 mois sur le remboursement des prêts accordés.

Autres informations : Le ministère du Commerce et de l'Industrie travaille sur une liste de biens pour tenter de limiter le volume des importations en Inde.

Maldives : Covid-19, prêt de 7,3 M USD de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures. Investissement de 50 M USD de la SFI pour soutenir le secteur touristique.

Népal : Les dépenses d'investissement augmentent à l'approche de la fin de l'exercice budgétaire.

Pakistan : Réserves brutes de change en hausse de 1,3 Mds USD à 11,2 Mds USD. La Présidente de l'administration fiscale démise de ses fonctions. 54 % des personnes de la classe ouvrière auraient subi une baisse de salaire ou perdu leur emploi en raison de la crise. Exportations de ciments en augmentation de 2 % sur l'exercice 2019/20. Déficit commercial en contraction pour la deuxième année consécutive. Deuxième phase du programme *Ehsaas Emergency Cash*. Les autorités approuvent la poursuite du mandat du PDG de PIA.

Sri Lanka : rétrogradé dans la catégorie « Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ». 5^{ème} baisse depuis le début de l'année des taux directeurs de la CBSL. Effondrement des recettes touristiques et des arrivées au cours du premier semestre.



BANGLADESH

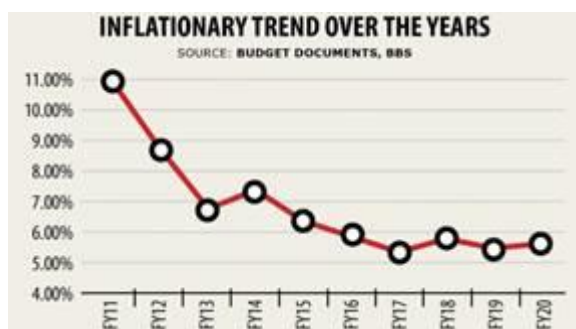
- **L'inflation à 5,65% pour l'exercice budgétaire 2019/2020.** Selon le Bureau des statistiques (BBS), l'inflation a atteint 5,65% en glissement annuel (« point to point ») en juin 2020, au-delà du plafond de 5,5% retenu dans la loi de finances 2019/2020 (bbs.gov.bd).

L'indice des prix alimentaires progresse sur l'année de 5,6 % (contre 5,5 % en 2018/2019) et celui des prix non alimentaires enregistre une hausse de 5,85 % (contre 5,4 %). Les postes qui progressent le plus sont les dépenses « logement, carburants et électricité » qui doublent de 3,4 % à 6,6 % et les dépenses de santé qui triplent (de 2,9 % à 6,9 %) sur l'année.

La hausse de l'IPC pour le mois de juin (6,0 % contre 5,5 % en juin 2019, un pic depuis novembre 2019) est à mettre sur le compte de la poussée des prix alimentaires (+6,5 % contre 5,4 % en juin 2019), dont la distribution a été contrainte par les mesures de confinement, et l'impact du typhon Amphan. Ce dernier a ravagé une partie du pays en mai dernier ; il a affecté un million de personnes et causé de nombreuses pertes, notamment sur 176.000 ha de récoltes. Dans le même temps, les fêtes de la fin du Ramadan, le 24 mai, et celles de l'Eid, en juin, ont contribué à soutenir la demande.

Sur l'année budgétaire échue fin juin, l'inflation en zone rurale atteint 5,6 % (avec une composante « alimentation » de +5,7 %, contre +5,5 % pour les autres produits et services), contre 5,7 % dans les zones urbaines (où l'IPC non-alimentaire progresse plus vite, à +6,3 % contre 5,2 % pour les prix alimentaires). L'indice des prix a été calculé à partir de relevés effectués sur 140 marchés, répartis sur les 64 districts du pays, entre le 12 et le 18 juin dernier.

L'inflation s'est établie au cours des trois précédentes années budgétaires à 5,4 %, 5,8 % et 5,5 % en 2018/2019. Elle est prévue à 5,4 % dans la loi de finances 2020/2021.



- **La progression des bas revenus est la plus faible de ces cinq dernières années ; sur l'année budgétaire 2019/2020, elle s'est élevée à 6,35%, dépassant le niveau d'inflation.** Depuis 1974, le *Wage Rate Index* (WRI) mesure l'évolution des catégories défavorisées, non formellement salariées (journaliers sans qualification, emplois informels) dans 44 activités réparties sur 3 secteurs (agriculture, industrie manufacturière et services) dans les 64 districts du pays. Le WRI couvre les rémunérations en espèces ou en nature.

Le bilan établi par le BBS (<http://www.bbs.gov.bd/site/page/29b379ff-7bac-41d9-b321-e41929bab4a1/>) sur l'année budgétaire échue au 30 juin dernier fait ressortir une progression



globale de 6,35% contre 6,4 % en 2018/2019. Elle est supérieure au niveau constaté de hausse de l'indice des prix à la consommation (5,65%). Le bilan annuel aurait été bien meilleur si le ralentissement de l'activité économique constatée depuis mars n'avait impacté la progression des bas revenus mois par mois, jusqu'à juin inclus.

Au plan sectoriel, la progression dans l'industrie manufacturière (+6,0 %) et les services (+6,4%) est la plus faible constatée depuis 2015/2016 alors que l'agriculture (+6,5 %) enregistre le meilleur résultat depuis trois ans; la pandémie de la Covid-19 a fragilisé ou détruit 10 à 15 millions d'emplois dans les populations précaires.

L'ONG BRAC estime, dans une étude récente, que les revenus de 95% de la population ont été affectés par la pandémie ; 62% des personnes à bas revenus auraient perdu leur emploi après le confinement de fait décrété fin mars dernier, et qui a affecté 51 % des ménages. Plus des trois-quarts des populations vulnérables auraient depuis basculé sous le seuil de pauvreté.



- **La Banque centrale pourrait assouplir sa politique monétaire et accompagner une dépréciation du Taka.** La Bangladesh Bank, dans son rapport annuel sur la stabilité financière pour l'année calendaire 2019 (<https://www.bb.org.bd/pub/publicitn.php>) et qui a été publié le 10 juin dernier fait le constat que la stabilité de la monnaie nationale vis-à-vis du dollar américain sur les deux dernières années s'est accompagnée d'une perte de compétitivité à l'exportation face à ses principaux concurrents, mesurée par le taux de change effectif réel (REER).

L'indice REER vise à évaluer la compétitivité-prix ou la compétitivité-coûts d'un pays par rapport à ses principaux concurrents sur les marchés internationaux. Les variations de la compétitivité-coûts et de la compétitivité-prix dépendent non seulement des modifications du taux de change, mais aussi de l'évolution des coûts et des prix. Ainsi, calculé sur une base 100 sur l'exercice budgétaire 2015/2016 à partir d'un panier de 15 devises, le REER du Bangladesh a évolué négativement : fin 2019, il atteignait 109,89 points, soit une appréciation de 9,9% alors que, sur la même période, le Taka s'est déprécié de 8,3% depuis juin 2016 vis-à-vis de l'USD.

Cette tendance observée depuis juin 2016 (base 100) traduit une perte de compétitivité sur les marchés extérieurs : elle s'élève provisoirement à 1,2% sur l'année 2019 comparée à 2018, à 1,5 % en 2018 comparé à 2017 et 5,1 % en 2017.



Dans le même temps, les principaux concurrents du Bangladesh sur la filière du textile-habillement (84 % des exportations pour l'exercice budgétaire 2019) ont vu leur monnaie se déprécier davantage. L'an passé, le Taka s'est apprécié de 1,18% en change nominal vis-à-vis de l'USD, quand les devises indienne et chinoise se sont dépréciées, respectivement de 2,56 % et de 1,61 %. Le Vietnam, qui est actuellement le principal concurrent direct du Bangladesh sur la confection, a bénéficié d'une devise stable à +0,01 %.

Concrètement, si la *Bangladesh Bank* venait à cesser d'intervenir sur le marché des changes via la cession de dollars US aux banques locales quand le Taka s'apprécie, certains économistes estiment que les gains de compétitivité des industriels induits par une dépréciation naturelle de la monnaie permettraient à l'Etat de cesser ou de réduire ses subventions aux secteurs export ou, à défaut, de mieux les cibler pour accompagner le développement de nouveaux segments.

Par ailleurs, vendre aux banques locales des dollars US contre Taka contribue à réduire leurs liquidités, et freine d'autant leur capacité à prêter sur le marché domestique.

En 2019, la BB a vendu 1,62 Mds USD contre 2,37 Mds USD en 2018, l'écart tenant notamment à une meilleure rentrée de devises par les transferts des migrants.

Le ministre des Finances est plus réservé sur la mise en œuvre d'une politique de dépréciation compétitive ; il a notamment rappelé, en mars dernier, que la balance commerciale du Bangladesh était structurellement déficitaire depuis l'indépendance de 1971 (contrairement au Vietnam, devenu excédentaire depuis 2012 et à la Chine); toute dévaluation ne pourra que renchérir le coût des importations. Selon la Banque mondiale, en 2018, l'Inde affichait un déficit de sa balance commerciale équivalant à -3,9 points de PIB, le Bangladesh de -8,64%, la Chine affichait un excédent de 0,78% et le Vietnam de 3,4%. Le ministre redoute qu'une dépréciation devienne un frein à l'arrivée des investissements directs étrangers (en recul en 2019 sur 2018).

- **Fermeture des 25 usines de jute, dont le plan social coûtera 630 M€.** Depuis l'indépendance du Bangladesh en 1971, *Bangladesh Jute Mills Corporation* (BJMC), entreprise publique en charge des usines de jute (*jute mills*), a connu 44 années de pertes sur 48 exercices budgétaires avec des pertes cumulées qui se montent à 107 Mds Tk, dont 45 Mds Tk sur les dix dernières années (472 M€ au taux de change actuel). Malgré l'importance politique de ces usines, le pays est historiquement producteur majeur de jute, la Première ministre a pris la décision de fermer au 1^{er} juillet les 25 unités de BJMC. L'État espère réouvrir les usines sous la forme de partenariat public-privé, d'accords G-to-G, ou de locations, mais l'inquiétude est grande sur la possibilité de retrouver des repreneurs car le secteur privé ne travaille qu'à un tiers de ses capacités (5200 métiers à tisser sur un parc de 16.000).

Les nombreux arriérés de salaire des quelques 25.000 employés et les différentes indemnités dues représentent un coût de 50 Mds Tk. Chaque salarié recevra en moyenne 1,4 M Tk (14.600€), une somme très importante, équivalente à 14 années du salaire minimum de la filière. Les impayés sur les retraites de 9.000 anciens employés, estimés à 10 Mds Tk, porteront l'addition à 60 Mds Tk (630 M€).

BJMC souffrait de la concurrence avec le secteur privé et de celle de l'Inde. La grille des salaires, imposée par la *Productivity and Wages Commission 2015*, fixe le salaire minimum mensuel à 8.300 Tk alors qu'il est de seulement 2.700 Tk dans le privé. Un parc de machines obsolète (11.000 métiers dont à peine la moitié est en production) a réduit la productivité et empêché BJMC de s'adapter aux nouveaux marchés. La décision en 2017 du gouvernement indien de mettre en place des mesures anti-dumping pour 5 ans contre le jute et ses dérivés en provenance du Bangladesh et du Népal a également affecté BJMC. En 2019, BJMC ne représentait plus que 8 % de la production nationale.



En 2018, le Bangladesh a conservé sa place de deuxième producteur mondial de jute (1,6 millions de tonnes, 44 % de la production mondiale) derrière l'Inde (54 %) et celle de premier exportateur. Toutefois, en 2018-19, les exportations ont atteint à peine 812 M\$, un étiage depuis au moins dix ans, et le jute ne figurait plus qu'à la quatrième place des produits exportés (2,1%), dépassé par le cuir (2,5%) et l'agro-alimentaire (2,2%). De son côté, l'Inde n'a exporté que pour 475 M\$ la même année.

La concurrence des substituts synthétiques a durement touché la filière dès les années 1990 ; ses qualités intrinsèques pourraient toutefois lui ouvrir de nouveaux débouchés, par exemple dans le secteur automobile.

BHOUTAN

- **Les autorités annoncent le report d'investissements initialement prévus, en raison du nombre restreint de travailleurs étrangers présents sur le territoire mais aussi pour limiter le creusement du déficit budgétaire.** Parmi les projets reportés figurent notamment le pont Maukhola de Gelephu, pour lequel un total de 400 M de nu avait été alloué. Un autre projet compromis par les restrictions actuelles est celui du train entre Paro et Thimphu. C'est également le cas pour la construction d'un nouvel institut de formation technique et la création d'écoles de premier plan pour les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques. La création d'une ambassade ou de locaux consulaires en Australie, d'une ambassade résidente au Japon et d'un consulat à Dubaï aux Émirats arabes unis figurent aussi parmi les projets reportés.

Le Bhoutan est confronté à un déficit budgétaire de 14 Mds de nu pour l'exercice en cours. Le budget total pour cette période est de 74 Mds de nu, dont 32,9 Mds de nu pour les dépenses récurrentes et 36,25 Mds de nu pour les dépenses en capital.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **L'indice PMI des services s'est établi à 33,7 en juin, certes en nette amélioration par rapport aux 12,6 enregistrés en mai**, mais encore assez nettement en deçà de la marque des 50 qui sépare la croissance de la contraction. On relève une certaine stabilisation des niveaux de production des entreprises. La faiblesse de la demande intérieure a toutefois continué d'affecter les commandes des entreprises.
- **L'indice composite PMI s'est quant à lui amélioré à 37,8 en juin, contre 14,8 en mai.** L'activité a repris dans un contexte d'ouverture étalée de l'économie, mais sur un rythme plus lent que prévu. Les contraintes ont été très fortes avec des incertitudes persistantes, tant en raison du contexte géopolitiques, de la réouverture très graduelle des marchés mondiaux, des pesanteurs sur la demande intérieure, le maintien à un niveau élevé de capacités inutilisées et de fortes contraintes sur le niveau de l'emploi.

POLITIQUES MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **La Banque centrale indienne (RBI) sera désormais chargée de la supervision des banques coopératives**, en application d'une ordonnance approuvée en Conseil des ministres de l'Union.



Seront ainsi notamment couvertes les 1 482 structures urbaines et les 58 établissements dont la compétence s'étale sur plusieurs Etats fédérés.

Les banques coopératives étaient, jusqu'à présent, sous le double contrôle des sociétés coopératives et de la RBI. Les premières assumaient la partie création et enregistrement, gestion, audit, remplacement au conseil d'administration et liquidation. La RBI celle des fonctions réglementaires. L'évolution en cours fait suite à la chute de la *Punjab & Mahārāshtra Cooperative Bank* (PMC) pour manœuvres frauduleuses à la suite de prêts accordés à la Housing Development & Infrastructure Ltd., à partir de comptes fictifs. La nouvelle structure réglementaire vise à éviter que de nouveaux cas semblables ne se reproduisent et à renforcer les banques coopératives, qui jouent un rôle crucial pour l'inclusion financière, tant en zone rurale qu'en agglomérations urbaines.

- **Le gouvernement renonce à la fusion de trois compagnies publiques d'assurances dommages.** Les trois établissements concernés sont *National Insurance*, *Oriental Insurance* et *United India Insurance*. Cette fusion avait été annoncée initialement en février 2018 par l'ancien ministre des Finances, aujourd'hui décédé, A Jaitley, confirmée l'an passé par sa successeuse et approuvée en janvier 2020 par le Conseil des sociétés d'assurance non-vie en Inde.

Deux raisons sont avancées par l'industrie pour tenter d'expliquer ce renoncement : cette fusion aurait pu s'avérer très perturbatrice car les trois sociétés publiques d'assurance utilisaient des plateformes de technologie de l'information différentes et elles n'étaient pas très bien placées, jusqu'à présent, en termes de marges de solvabilité. L'opération de fusion était également perçue par le marché comme à très (trop) forte intensité capitalistique.

Le gouvernement a par ailleurs décidé de renforcer la capitalisation de ces établissements, pour un montant global de 12,450 crore INR. Cette infusion sera réalisée en trois étapes, 2,5 crore, puis 3,475 crore au cours de l'exercice budgétaire 2020, et 6,475 crore ultérieurement.

- **L'Autorité de réglementation et de développement des assurances en Inde (IRDAI) a autorisé les assureurs à accorder un moratoire de 3 mois sur le remboursement des prêts préalablement émis.** Ce moratoire couvre la période du 1^{er} juin au 31 août. C'est le deuxième moratoire de ce type. Le premier, en avril, avait permis aux assureurs d'accorder un moratoire de 3 mois sur le paiement des échéances comprises entre le 1er mars et le 31 mai.

AUTRES INFORMATIONS

- **Le ministère du Commerce et de l'Industrie travaille sur une liste de biens pour tenter de limiter le volume des importations en Inde.** Cette liste devrait bientôt être soumise au bureau du Premier ministre pour approbation. Elle porte sur environ 1 200 biens, de nature très éclectiques, qui vont des pièces automobiles aux compresseurs pour climatiseurs, en passant par les réfrigérateurs, les produits en acier ou en aluminium et certaines machines électriques.

Parallèlement, les autorités passent en revue une cinquantaine de propositions d'investissement qui impliquent notamment des entreprises situées géographiquement au-delà des frontières du nord du pays, dans le cadre de la nouvelle politique de filtrage de cette catégorie d'IDE annoncée en avril dernier. En vertu des nouvelles règles en vigueur, tous les investissements des entités basées dans les pays voisins doivent en effet être approuvés officiellement, que ce soit pour un financement nouveau ou bien complémentaire.



MALDIVES

- **COVID-19 : Prêt de 7,3 M USD de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB).** L'AIIB a approuvé un prêt de 7,3 M USD pour co-financer avec la Banque mondiale un projet de soutien au secteur de la santé des Maldives. Celui-ci servira notamment à financer l'achat d'équipements médicaux et d'accroître les capacités de test du pays, éléments nécessaires à la lutte contre la pandémie du COVID-19. Il s'agit du premier prêt de l'AIIB aux Maldives.
- **Investissement de 50 M USD de la SFI pour soutenir le secteur touristique.** La société financière internationale (SFI), membre du groupe de la Banque mondiale, compte investir jusqu'à 50 M USD dans la Bank of Maldives (BML). Cet investissement sera déboursé en trois tranches, dont la première qui est d'un montant de 20 M USD. Par ces fonds, la BML offrira des financements aux PME actives dans le secteur du tourisme en vue de leur permettre de mieux faire face à la crise actuelle. Le secteur du tourisme, qui compte directement et indirectement pour les deux-tiers du PIB du pays, est fortement affecté par la crise engendrée par la pandémie du COVID-19.

NEPAL

- **Les dépenses d'investissement augmentent à l'approche de la fin de l'exercice budgétaire.** Une semaine seulement avant l'échéance de l'exercice en cours, le gouvernement n'a réussi à utiliser que 35,45 % du budget alloué au développement des infrastructures. Les comptes du Bureau du contrôleur général des finances (FCGO) montrent que le gouvernement a dépensé 144,62 Mds de roupies contre une cible de 408 Mds de roupies au titre des dépenses en capital.

En contrepartie, la collecte des recettes a atteint 64% de l'objectif fixé en loi de finances. Le recouvrement des recettes s'élève à 712,29 Mds de roupies, alors que le montant prévu en LF s'élève à 1,1 Mds de roupies pour l'exercice 2019/20.

PAKISTAN

- **Les réserves brutes de change de la Banque centrale ont augmenté de 1,3 Md USD pour atteindre 11,2 Mds USD en ce début d'exercice 2020/21.** Après être passées sous la barre des 10 Mds USD en juin 2020 en raison de la pression des paiements internationaux, la réception de 1,3 Mds USD de prêts reçus par les banques chinoises la semaine dernière a permis de renforcer le niveau des réserves en devises.
- **La Présidente de l'Administration fiscale Nausheen Javaid Amjad a été démise de ses fonctions en raison de divergences sur les choix politiques,** notamment sur l'octroi d'avantages et d'exonérations fiscales à certains secteurs à la suite du projet de loi de finance 2020/21. Nausheen est le quatrième Président de cette Administration à avoir été destitué avant terme par le Premier ministre Khan au cours des 22 derniers mois. Javed Ghani, un haut gradé des douanes pakistanaises, s'est vu confier la charge de Président par intérim de l'Administration fiscale pendant trois mois. Javed Ghani et son successeur devront collecter 29,9 Mds USD au cours de l'exercice 2020/21, soit 24,4 % de plus qu'au cours de l'exercice précédent.



- **Selon une enquête de *Dun & Bradstreet Pakistan*, environ 54 % des personnes de la classe ouvrière auraient subi une baisse de salaire ou perdu leur emploi en raison de la crise actuelle.** Compte tenu de la crainte d'une perte d'emploi (partagée par 57 % des ouvriers interrogés) et/ou d'une baisse de revenu, on enregistre une modification des habitudes de consommation. On observe une hausse marquée de la consommation des produits essentiels : dépenses d'épicerie (+ 32 %), articles de nettoyage ménager (+ 32 %) et des dépenses médicales (+ 39 %). A l'inverse les produits ou services non-essentiels ont fortement chuté : dépenses en vêtements et chaussures (- 49 %) et les dépenses de loisirs (- 51 %).
- **Les exportations de ciment ont augmenté de 2 % au cours de l'exercice 2019/20 pour atteindre 47,8 millions de tonnes.** Pour autant, la consommation intérieure s'est contractée de près de 1 % au cours de l'exercice, une première depuis six ans. Les ventes de ciment ont augmenté de 30 % en juin par rapport à juin 2019, clôturant ainsi l'exercice 2019/20 sur une note positive après avoir enregistré une baisse de la demande au cours des trois derniers mois.
- **Le déficit commercial s'est contracté pour la deuxième année consécutive pour atteindre 23,2 Mds USD au cours de l'exercice 2019/20**, soit une baisse de 27,1 % par rapport à l'exercice précédent. Cela s'explique principalement par la forte réduction des importations depuis le début de la pandémie au Pakistan début mars. Les exportations ont atteint un étiage en quatre ans pour atteindre 21,4 Mds USD au cours de l'exercice 2019/20, en repli de 6,8 % par rapport à l'exercice 2018/19. Les importations ont quant à elles chuté de 18,6 % au cours de l'exercice 2019/20 pour s'établir à 44,6 Mds USD.

Le gouvernement s'est fixé un objectif d'exportation de 27,7 Mds USD pour l'exercice 2020/21 ce qui ne nécessitera une croissance de 6,2 % des exportations. Quant aux importations, elles devraient se contracter de 4,8 % pour s'établir à 42,4 Mds USD. Toujours selon les autorités, le déficit commercial devrait continuer de se contracter de 15 % à 19,7 Mds USD au cours de l'exercice 2020/21.

- **Le gouvernement fédéral a décidé de lancer la deuxième phase du programme *Ehsaas Emergency Cash* qui vise à atténuer l'impact de la crise économique sur les populations vulnérables.** Environ 900 M USD ont été déboursés au cours de la Phase I lancée en mars dernier. Au total, près de 12 millions de bénéficiaires (travailleurs occasionnels ou journaliers) ont reçu un soutien financier en espèces de 12 000 PKR (72 USD).

La Phase II doit étendre cette aide financière à près de 6 millions de nouveaux bénéficiaires pour une valeur d'environ 470 M USD. Les personnes bénéficiaires de cette aide seront entre autres : les employés contractuels, les vendeurs ambulants et autres travailleurs occasionnels.

- **Le gouvernement fédéral a approuvé la poursuite du mandat du PDG de la *Pakistan International Airlines (PIA)* Arshad Malik jusqu'à son terme dans un an**, et ce alors que la mise à pied des pilotes PIA suspectés de fausses licences continue.

L'Autorité pakistanaise de l'aviation civile (PCAA) a jusqu'à présent immobilisé 177 pilotes (141 PIA, 9 Air Blue, 10 Serene, 17 EX Shaheen) sur un total de 262 suspectés de posséder des licences frauduleuses. Parmi les 141 pilotes PIA, 34 d'entre eux ont vu leur licence suspendue. La PCAA attend maintenant des informations complémentaires concernant les 85 pilotes suspects restant.



SRI LANKA

- **Sri Lanka rétrogradé dans la catégorie « Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ».** Dans son classement publié en juillet 2020, la Banque mondiale a rétrogradé Sri Lanka dans la catégorie « Revenu intermédiaire de la tranche inférieure » (PRITI) du fait d'un PIB par habitant de 4020 USD, soit à un niveau légèrement inférieur au minimum de 4046 USD requis pour rester dans la catégorie supérieure.

Avec un revenu brut de 4060 USD/hab. en 2018, Sri Lanka avait rejoint en juillet 2019 la catégorie des pays à « Revenu intermédiaire de la tranche supérieure » (PRITS). Les pays au statut PRITI ont en principe un accès plus large aux financements concessionnels par rapport aux pays classés dans la catégorie supérieure (PRITS).

- **5ème baisse des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL) depuis le début de l'année.** La CBSL a décidé le 9 juillet de diminuer le niveau de ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR), de 100 points de base, à respectivement 4,50% et 5,50%. Le taux bancaire, ajusté automatiquement en fonction de l'évolution du SLFR, a aussi été réduit de 100 pdb, à 8,50%. Ces nouveaux taux sont en vigueur depuis le 9 juillet au soir. Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio* – SRR) reste quant à lui inchangé à 2%. Il s'agit de la 5ème baisse depuis le début de l'année, soit une réduction cumulée de 250 pdb du SDFR et du SLFR. L'institution considère que les mesures d'assouplissement des taux d'intérêt sont nécessaires pour soutenir l'économie, fortement affectée par la crise engendrée par la pandémie du COVID-19.
- **Effondrement des recettes touristiques et des arrivées au cours du premier semestre.** Elles ont atteint 956,2 M USD au premier semestre selon la Banque centrale, soit une chute de -49,7% en g.a. Le nombre des arrivées touristiques a baissé de -70,8% en mars et a été nul en avril, mai et juin. Le débarquement de passagers dans les ports et aéroports est interdit depuis la mi-mars à cause de la pandémie du COVID-19. Le nombre de touristes qui ont visité le pays au cours des six premiers mois de l'année s'est élevé à 507 311, soit une chute de -49,7% en g.a.

Sur la période considérée, l'Inde est le premier pourvoyeur de touristes avec 17,6% du total (soit -43% en g.a), devant le Royaume-Uni (10,9 % du total ; -52,8%) et la Russie (9,7% ; +11,2%). La France se classe en sixième position, avec 24 838 touristes (4,9% des arrivées ; -55,2%). Le tourisme constituait 12,5% du PIB et représentait la troisième source de devises en 2019 (3,6 Mds USD).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	-		B2	Stable	B	Négative	D	D



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, D. Simon, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 10/07/2020